

est question de négociations. C'est cette annonce de négociations qui a été critiquée, à juste titre, par le secrétaire d'État des États-Unis, parce que l'annonce de négociations confidentielles a été faite en public avant qu'eux en aient été avertis. Nous n'avions pas le droit de faire cela, pas plus qu'eux n'avaient le droit de publier leur document. Néanmoins, je n'ai pas eu connaissance que le premier ministre ait exprimé ses regrets d'avoir laissé échapper ce renseignement sur les entretiens, pendant son discours. On ne nous a même pas dit, à la Chambre, quel ministère du gouvernement participait à ces négociations. On ne nous l'a pas encore dit.

L'hon. M. Fleming: On vous l'a dit hier.

L'hon. M. Green: Oui, on vous l'a dit hier.

L'hon. M. Pearson: Lisez le compte rendu des débats.

M. McIlraith: Vous avez refusé de répondre.

L'hon. M. Pearson: Le premier ministre a dit que nous continuerions d'espérer en arriver à des ententes, au cours de ces négociations, afin de pouvoir disposer le plus rapidement possible d'ogives nucléaires. Quelle attitude grotesque quand on se rappelle les événements d'octobre dernier au sujet de Cuba; nous continuerons à négocier pour pouvoir disposer facilement de ces ogives nucléaires après le déclenchement d'une crise. Il serait très réconfortant pour le commandement de la défense aérienne de notre continent d'y compter si ce dernier devait être bombardé—mais plaise au ciel que cela ne se produise jamais. Ces engins ne valent rien contre des missiles, tout le monde en convient. S'il devait y avoir, en plus d'une attaque au moyen de missiles, une attaque de bombardiers, contre notre continent, le commandement serait grandement réconforté de savoir qu'il aurait au Canada deux bases qui rempliraient leur rôle de défense après que le Canada aurait obtenu les missiles des États-Unis, une fois l'attaque déclenchée.

Il n'est pas de politique plus ridicule que celle-là. Tant qu'il était possible de modifier cette ligne de conduite avant que les missiles soient installés et avant qu'on ait acheté la base, nous étions d'avis qu'elle devait être modifiée. Mais les missiles sont maintenant arrivés. Les CF-101 font partie des escadrilles, les CF-104 sont livrés aux escadrilles. Si nous nous sommes engagés aussi loin, comme le fait remarquer maintenant le ministre de la Défense nationale, puisque ces armes sont installées et que nos hommes sont censés s'en servir, il faut maintenant franchir l'étape finale sans laquelle les autres ne signifient rien et nous aurions simplement jeté par la fenêtre 750 millions de dollars. Voici notre

[L'hon. M. Pearson.]

attitude à nous, libéraux, et mes propos vont fournir au premier ministre une réponse, alors qu'il déclare que nous n'avons aucune politique en la matière. Voici en quoi elle consiste. L'heure étant venue de prendre une décision—une décision qui aurait peut-être été évitée jusqu'à il y a un an, comme le ministre de la Défense nationale l'a admis dans sa déclaration—nous, de ce côté-ci, estimons que le gouvernement devrait prendre cette décision; et s'il le fait, s'il franchit le dernier pas, nous l'appuierons dans ce geste. S'il refuse de le faire et laisse nos escadres sans les armes en question, et si la responsabilité nous en incombe, nous allons faire en sorte que nos unités soient pourvues des armes nécessaires pour accomplir la mission que le gouvernement leur a confiée envers le Canada et que le premier ministre admet maintenant leur avoir confiée. Cependant, ce n'est pas tout.

L'hon. M. Fleming: Il a dit cela il y a eu une semaine vendredi dernier.

L'hon. M. Pearson: Oui, il l'a dit à ce moment-là, ce qui rend la chose pire encore. Il l'a dit en février 1959. Il déclare: «nous nous acquitterons de nos obligations», mais il met nos forces militaires dans l'impossibilité de le faire. Voici ce que nous tenons à dire, monsieur l'Orateur, et je le répète. Nous estimons que notre pays doit honorer ses engagements, tenir ses promesses, mettre ses armées en mesure d'exécuter la tâche qu'on leur a confiée envers le pays. Le Canada n'est pas un pays qui fait fi de ses engagements. Notre pays ne recule pas devant les moyens nécessaires pour tenir ses engagements.

Il est absolument vrai qu'à proprement parler, nous avons respecté nos engagements. Nous avons envoyé une division aérienne en Europe comme nous l'avions promis. Mais nous avons promis plus que cela. Nous avons promis de fournir à cette division aérienne les moyens nécessaires pour s'acquitter d'un certain rôle, mais nous n'en avons rien fait. Il en est de même pour les bases de Bomarc et l'escadrille d'avions d'interception. Mais après avoir fait cela—et c'est ici que le Nouveau parti démocratique et, à vrai dire, l'ancien ministre de la Défense nationale interprètent faussement notre politique—nous nous réservons le droit—c'est une des premières choses que nous ferions si nous en avions le pouvoir—de remettre à l'étude le fondement même de la politique de défense du Canada.

Nous avons dit, au début, que ce n'est pas là la tâche que les forces canadiennes devraient accomplir, qu'à notre avis, le Canada pourrait jouer un rôle plus utile au sein de l'alliance, car nous avons foi en l'alliance. Nous différons d'opinion là-dessus avec le Nouveau parti démocratique car, suivant les